

L'historien Pascal Blanchard et les massacres

Alors que l'on commémore aujourd'hui les massacres voilà 48 ans par le pouvoir colonial français d'Algériens qui manifestaient pacifiquement à Paris contre le couvre-feu qui leur était imposé ; alors que cette année, comme toutes les années précédentes à la même date, des rassemblements sont prévus pour réitérer toujours les mêmes demandes non abouties encore — reconnaissance officielle des crimes commis par l'Etat français ; accès libre aux archives pour les histo-

riens et citoyens et développement de la recherche historique sur ces questions dans un cadre franco-algérien et international — la France continue de refuser de faire face à son passé. Nous avons pensé utile d'évoquer, précisément avec un historien, ce pan de notre histoire et de lui demander pourquoi cet autisme de l'Etat français et où est-on aujourd'hui dans cette écriture de l'histoire. C'est Pascal Blanchard que nous avons choisi. Historien et chercheur, entre autres au

CNRS, il a consacré toute son œuvre à l'histoire coloniale (45 livres et 4 films) et a travaillé sur une quinzaine d'expositions sur le sujet, parce que, dit-il, «c'est son histoire». Et de préciser : «Je n'ai pas épousé une Algérienne ; ma femme n'est pas antillaise ; mon petit garçon est blond ; mes parents n'étaient pas pieds-noirs et à la fac, j'ai fait histoire africaine. J'ai trouvé ça intéressant, c'est mon histoire et j'ai voulu travailler sur mon histoire.»

De notre bureau de Paris,
Khadidja Baba-Ahmed

Le Soir d'Algérie : Nous sommes à la veille de la commémoration des massacres du 17 octobre 1961 d'Algériens qui manifestaient pacifiquement contre le couvre-feu qui leur était imposé et contre l'occupation coloniale de leur pays. Cette année et comme toutes les années précédentes, allons-nous assister encore à des dépôts de gerbes de fleurs sur la place Saint-Michel et dans quelques municipalités, dans le meilleur des cas avec certains maires de gauche ; entendrons-nous encore réitérées les mêmes exigences de vérité sur ce qui s'est passé et continuer à observer que l'Etat français est toujours sourd et tourne le dos à son histoire ?

Pascal Blanchard : Je pense que cette année, nous ne verrons pas beaucoup plus et pas autre chose que ce que l'on a vu les années précédentes : il y aura quelques dépôts de gerbes de fleurs essentiellement à Paris et je rappelle que la plaque commémorative à Saint-Michel apposée il y a quelques années est le fait de la municipalité et pas de l'Etat français. Les manifestations, cette année, seront beaucoup plus discrètes. Il y aura naturellement quelques articles dans la presse, mais guère plus. Ce n'est pas à proprement parler lié spécifiquement au 17 octobre mais cela est à rattacher à un contexte beaucoup plus global en France. En 2005/2006 qui a été le point d'apogée de la réflexion sur la mémoire coloniale dans ce pays à travers la promulgation de la loi de février 2005, de très nombreux débats s'en sont suivis, des numéros spéciaux de grands titres de la presse généraliste et spécialisée relayaient ces débats. Cela a été un moment où la question coloniale a été au cœur de la société française. Or, aujourd'hui, nous sommes en train d'assister à une immense phase de reflux.

Qu'est-ce qui explique ce reflux et comment se manifeste-t-il ?

Cette phase de reflux est liée à trois choses. La première vient du trop-plein dans l'opinion. J'entends très souvent, depuis 1 à 2 ans, des gens nous dire, «non, vous n'allez pas encore nous parler de ça», 17 octobre, mémoire, histoire... je dois dire que c'est un sentiment assez général. En deuxième lieu, il y a eu une contre-attaque qu'on pourra appeler le mur de

l'Atlantide de la mémoire ou de l'histoire qui s'est levé à travers de nombreux écrits comme ceux, par exemple, de Max Gallo, de Pascal Bruckner, d'un Paoli ou d'un Daniel Lefeuvre. Ce dernier ayant été le croisé de cette campagne qui a donné le sentiment que parler de l'histoire coloniale c'était s'attaquer à la nation française, s'attaquer à sa mémoire, à son histoire, c'était être un repentant, c'était être un mauvais Français. Cela rappelle d'ailleurs le discours des années 20/30 où on déclarait «le communisme, voilà l'ennemi». Je pense que le contre-feu qu'ils ont allumé a été particulièrement efficace, autrement dit l'opinion s'est dit «il y a un danger à aborder ces questions d'esclavage, de mémoire, d'immigration», et cette contre-attaque a également créé une crispation des autorités publiques qui auraient la potentialité de commémorer ou de parler de ces questions. Et, enfin, et je pense que cela va vous surprendre que ça vienne de moi, les débats ont changé. Ce qui était de l'ordre du combat de quelques intellectuels et de quelques chercheurs autour des faits majeurs comme la guerre d'Algérie, la torture, le 17 octobre 1961, ces combats-là ont fait leur temps.

C'est en effet plus qu'étonnant d'entendre ça. Ces combats sont alors, selon vous dépassés. Pourquoi donc ?

Ce n'est pas qu'ils sont dépassés, ils ont, d'une certaine manière fait leur œuvre. Ils ont permis une première strate de prise de conscience : on a découvert à travers ces événements que ce qui s'est passé aux colonies était un fait très différent, en termes de traitement de l'histoire, de ce qu'on nous racontait et diffusait dans les manuels et dans les opinions. Cette première strate a permis aux manuels scolaires d'évoluer et aujourd'hui les manuels de 2010 ne sont plus ceux de 1990. On peut parler de la torture ; de la guerre d'Algérie ; du 17 octobre... Mais là n'est pas le propos. Aujourd'hui, nous sommes face à la complexité du passé colonial à l'aune des présences migrantes sur le territoire national ; à l'aune de problèmes que certains appellent l'identité nationale ; à l'aune du comment construire le vivre-ensemble et le devenir, tout cela fait que ces questions vont devoir être formulées autrement, parce que la génération actuelle n'a pas les codes ou les clés de décodage de la génération qui est la nôtre. Nous étions capables de comprendre dans les années 80/90 les enjeux du 17 octobre par

exemple, la présence ou la légitimité de l'immigration maghrébienne en France, le devoir de mémoire à travers cette histoire ; l'histoire de nos pères ou pour certains de nos grands-pères qui avaient lutté ici à leur manière et avaient rencontré ici à Paris, l'adversité et la violence. Cette histoire correspondait à une époque. Aujourd'hui, il y a besoin de recontextualiser tout cela dans ce qu'a été l'entreprise coloniale.

Et en remettant tous les éléments historiques dans le contexte de l'empire colonial français, vous pensez être plus entendus, plus saisis par la nouvelle génération ? Quelle approche allez-vous alors adopter pour vous faire entendre ?

Ce qu'attend la nouvelle génération, c'est une autre grille de lecture. Elle ne fonctionne pas avec les codes de la génération qui a connu le combat des années 70/80/90. Nous sommes à peine en train de repenser la manière avec laquelle nous devons retransmettre ce passé. Pour être plus explicite, je vous dirai que c'est ce qui s'est passé dans les années 70/80 autour de Vichy après ce qu'a été l'impact du livre de Julian Jackson, les historiens français ont mis 10 ans jusqu'au milieu des années 80 pour repenser la manière de traiter Vichy. Cela a été un choc énorme.

Cet historien est arrivé comme un extra-terrestre, personne ne comprenait ce qu'il écrivait sur la France de Vichy et au bout d'une dizaine d'années, les historiens français ont commencé à travailler dans une nouvelle appréhension de cette histoire, loin des mythes et des mythologies, loin des résistants et des collabos, en essayant d'appréhender ce qu'a été Vichy autrement que ce que leurs aînés avaient fait. Eh bien je pense que le devoir des historiens actuels est aussi de repenser la manière de parler de l'histoire coloniale. C'est d'abord la dialectique et l'engagement colonial de la France qu'il faut décrypter, stratifier dans ce qu'il a été. En quoi il nous a influencé, en quoi il a été à un moment donné partie intégrante de la République. En quoi il a même été à un moment donné en phase avec les valeurs de la République pour les gens de cette époque pour revenir à ce qui est aujourd'hui de l'ordre de l'inacceptable dans les pratiques de la République et par l'inverse. Pour faire simple, la torture n'est pas un acte anormal dans une République coloniale, elle en est l'aboutissement normal. Je me



Pascal Blanchard.

rends bien compte qu'aujourd'hui, nous sommes inaudibles et que les gens ont le sentiment que même si on fait un travail d'historien, l'on fait un travail de militant. Je n'arrête pas d'expliquer que je ne fais pas un travail de militant mais une tâche d'historien, mais ce n'est plus compréhensible dans les codes du temps d'aujourd'hui. Nous sommes en train de reprendre l'apprentissage pour redécoder toute la grille de cette relation coloniale extrêmement complexe qu'a été la relation de la France au monde pendant 4 siècles. Ce n'est pas un hasard si la question de l'abolition de l'esclavage et de ses mémoires a explosé en même temps que la question de la guerre d'Algérie dans l'opinion, avec le livre d'Aussaresses.

Les années 2000, c'est tout cela : la question noire, l'esclavage, la loi Taubira, l'Algérie, la mémoire, la torture, la reconnaissance, la guerre... Tout cela en dix ans. Aussi, il nous faut retisser une toile de lecture qui est en quelque sorte en antinomie avec les lectures des générations précédentes et en même temps nous ne sommes pas dans un terrain neutre...

Justement quel est le contexte dans lequel vous travaillez aujourd'hui et évoluez dans l'écriture de l'histoire coloniale et quelles forces ou mouvements en présence rendent ce terrain non neutre ?

Il y a au moins deux populations qui ont, par rapport à cette histoire, une difficulté d'âme. D'un côté, ce sont les pieds-

noirs qui sont quelque part entre deux histoires, entre deux mondes et qui sont souvent d'ailleurs aujourd'hui les enfants ou petits-enfants de pieds-noirs. Ce n'est pas un hasard si l'on voit que les régions où les stèles ont été déposées c'est Toulon, Béziers, Aix-en-Provence, Marseille, Montpellier où les mémoriaux et stèles se multiplient et ce n'est pas non plus un hasard si dans les conseils municipaux de ces régions lors des commémorations les enfants de rapatriés se font entendre au nom de leurs pères ou grands-pères et au nom de cette terre que leurs parents auraient quittée.

De l'autre côté, celui des enfants de l'immigration, nous n'avons pas, non plus, un terrain neutre au niveau de la mémoire. Lorsque ces enfants d'immigrés ont été voir le film *Indigènes* ils allaient voir un grand-père potentiel, une histoire de légitimité potentielle. Les deux sont en quelque sorte dans un mirage d'une histoire dont ils n'arrivent pas à dénouer le fil et n'arrivent pas à poser leur histoire dans un pays qui ne leur a pas laissé la place à cette histoire. Je ne parle même pas des harkis assis entre deux chaises, entre ces deux mémoires. Toute cette population fait 10 millions de personnes, autrement dit le sixième de la population française.

Ces gens agissent sur le phénomène mémoriel et agissent quelque part sur nous les historiens parce qu'ils nous fabriquent un contexte que j'appellerai non neutre.